"05-Lavergne4" (Col. : RevueTiersMonde) — 2010/10/1 — 12:23 — page 1 — #1

VARIA

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE À L'ORIGINE DE LA CRISE DU DARFOUR ?

La recherche scientifique menacée par le déni de la complexité

Marc Lavergne*

La crise du Darfour est certes due à un déséquilibre croissant entre population et ressources qui exacerbe les tensions entre groupes tribaux pour l'accès à la terre et à l'eau. La dégradation de l'environnement est un processus constaté, depuis plus d'un demi-siècle, faute, en grande partie, d'efforts de développement rural. La crise déclenchée en 2003 est donc le résultat de la révolte des populations contre la négligence et l'exploitation du Darfour par l'élite au pouvoir, issue de la vallée du Nil. Mais la fuite éperdue des villageois rescapés des massacres déclenchés par l'armée et les *janjawids* n'a eu pour but que la survie immédiate[1]. Les camps de déplacés n'offrent pas de possibilités de poursuivre une activité agro-pastorale. L'alternance de cycles climatiques montre certes une tendance à la diminution des précipitations. Mais celle-ci a eu des précédents dans l'histoire, et rien ne permet à ce stade de la lier au réchauffement climatique. Les déplacements d'urgence de populations à l'occasion de crises aiguës, comme en 1984-1985 ou en 2003-2004, sont donc plutôt causés par la stagnation économique et sociale dont cette région est victime.

Mots clés : Réchauffement climatique, réfugiés, déplacés, Sahel, Darfour, Soudan.

L'hypothèse d'un lien entre réchauffement climatique et déplacements forcés de population est anticipée, pour des groupes qui sont déjà ou seront demain victimes de la montée des eaux marines par exemple[2]. Les effets du réchauffement climatique risquent de toucher des groupes humains beaucoup plus nombreux,

* Géographe, CEDEJ Le Caire / Khartoum, marc.lavergne@cedej-eg.org

1. Milices tribales recrutées, armées et dirigées par les autorités de Khartoum, pour pallier la faiblesse numérique et le manque de combativité de l'armée régulière, dans le but d'éradiquer la rébellion déclenchée en décembre 2002 par deux mouvements rebelles armés, le Mouvement de libération du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité.

2. Voir le numéro hors-série de *Courrier international* (octobre-décembre 2006) consacré au réchauffement climatique de la planète.

concentrés aux marges de la zone intertropicale où la survie de la majorité de la population continue de dépendre des ressources du sol. La précarité de ces sociétés tient beaucoup à la variabilité des précipitations et à leur croissance démographique qui rendent inefficaces les mécanismes traditionnels de prévention des crises alimentaires[3].

Pour autant, l'introduction du réchauffement climatique comme facteur explicatif des conflits qui embrasent ces régions demande à être discutée. La réponse ne peut en effet pas être aussi tranchée que dans le cas de la montée attendue ou déjà constatée des eaux marines[4]. Les déplacements forcés de population sont en effet la conséquence directe de conflits ou de crises alimentaires. La question est donc de savoir si ces causes immédiates sont elles-mêmes le résultat de processus plus lents et plus profonds de montée des rivalités autour de l'accès aux ressources que sont la terre et l'eau, ou d'une péjoration tendancielle des conditions climatiques.

Le Soudan offre un terrain d'enquête sans équivalent puisque ce pays est, depuis son indépendance, le plus grand émetteur et récepteur de réfugiés et de déplacés d'Afrique et qu'il présente la gamme complète de la gradation du climat depuis le Nord désertique jusqu'à la zone équatoriale arrosée par la mousson d'été.

En ce qui concerne les réfugiés, on peut tout d'abord constater que tous ceux qui ont été accueillis sur le territoire soudanais depuis les années 1960, en provenance des pays voisins, sont rentrés chez eux une fois les conditions politiques et sécuritaires pacifiées : ce fut le cas des Congolais arrivés dans les années 1960, des Érythréens, des Éthiopiens et des Ougandais à partir des années 1970. À l'inverse, les réfugiés du Sud-Soudan, regroupés dans des camps au Kenya, en Ouganda ou en Éthiopie durant la guerre civile déclenchée en 1983, sont tous rentrés depuis l'accord de paix de Naivasha en 2005.

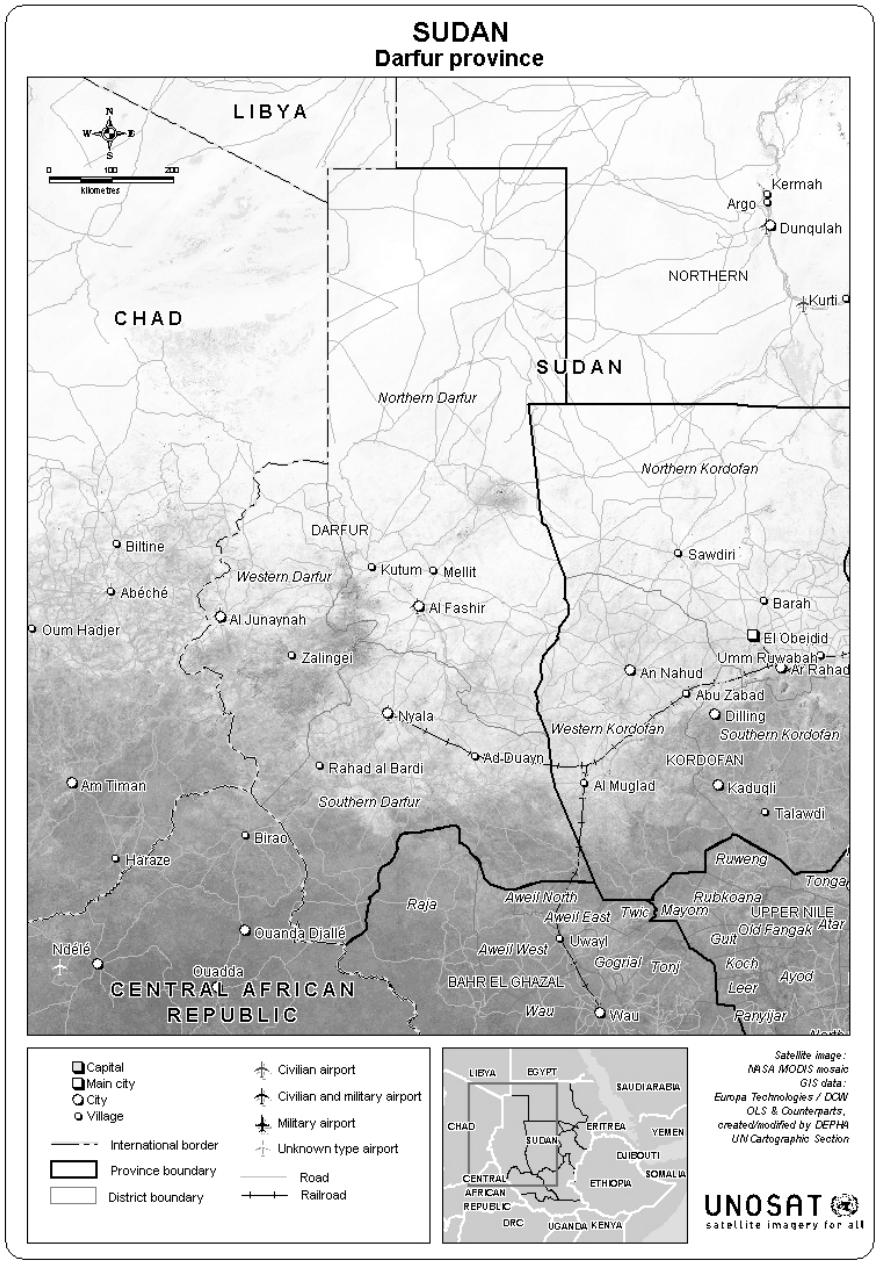
Aujourd'hui, les seuls réfugiés demeurant dans la région sont des originaires du Darfour parqués dans une douzaine de camps disposés de l'autre côté de la frontière avec le Tchad. Ces quelque 250 000 réfugiés y survivent dans des conditions bien pires que celles de leur contrée d'origine, avec une aide humanitaire insuffisante et sous la menace constante d'attaques de milices tribales hostiles. Ces réfugiés ont leur pendant du côté soudanais où ce sont des groupes tchadiens qui se sont réfugiés chez leur parentèle soudanaise.

Aucun de ces déplacements n'évoque donc la quête consciente et volontaire d'une vie meilleure devant une péjoration des conditions climatiques.

3. Marc Lavergne, « Les guerres de la terre », *Le Monde*, page Focus, 12 janvier 2007 : « La terre ne nourrit plus, la guerre, elle, rapporte ».

4. Bien que, même dans ce cas, la suspicion d'une construction de la menace d'un hypothétique réchauffement climatique introduise le doute sur la réalité même de celle-ci. Voir à ce sujet Claude Allègre (2010).

Figure 1 : Darfour (Soudan)



Le cas des déplacés est différent : ils se concentrent pour la plupart aux abords ou à l'intérieur des grandes villes auxquelles ils s'agrègent progressivement. La coupure avec le milieu rural d'origine est là sans retour : la ville est synonyme, à terme, de changements profonds, surtout pour les nouvelles générations nées sur place, et de progrès. Le retour à une situation stable et pacifiée dans la région d'origine ne suffit pas à garantir des conditions et un niveau de vie équivalant à ceux que fournit la ville, même en situation de marginalité et d'exclusion. Ainsi, la signature de l'accord de paix de Naivasha n'a pas entraîné le retour massif des millions de Sud-Soudanais installés depuis près de trente ans dans les grandes villes du Nord. Il en va de même, d'ailleurs, à titre d'exemple, pour les habitants du Liban-Sud implantés depuis l'occupation israélienne de 1978 dans la banlieue sud de Beyrouth.

Le réchauffement climatique fait pourtant aujourd'hui office de facteur déterminant d'explication de ces mouvements de population. Cette « récupération » du réchauffement climatique comme élément central des mutations du monde à venir s'étend à tous les domaines de la vie économique et sociale. Elle peut conduire à des schématisations outrancières, voire à des erreurs permettant d'évacuer les responsabilités des acteurs effectivement à l'origine des crises ou des conflits.

C'est ainsi qu'en juillet 2007, la « découverte » par un savant égyptien, installé dans un laboratoire de Boston, d'un « lac souterrain » au Darfour avait fait l'effet d'une divine surprise dans les médias en période estivale. Le gouvernement soudanais s'était bruyamment réjoui de cette découverte faisant passer la guerre du Darfour pour un simple problème d'accès à l'eau auquel il était étranger. Il avait alors fallu rappeler que cette « découverte » obtenue grâce à l'imagerie satellitaire était loin d'en être une puisqu'elle concernait le gigantesque aquifère des grès nubiens et que l'idée d'un lac souterrain, propre à enflammer les esprits, ne reflétait aucunement la réalité. Que la zone indiquée se trouvait en outre à plus de 1 000 km au nord des zones habitées du Darfour, en plein cœur du désert libyque : ni le climat, ni les sols ne se prêtaient à une implantation humaine ou à une mise en valeur agricole. Il s'avérait également que le savant « inventeur » du lac, le professeur Farouk el Baz, était proche du gouvernement égyptien et qu'il y avait un soupçon de collusion dans cette mise en avant de causes naturelles à un conflit d'une ampleur et d'une violence dévastatrices.

De même, dans un livre militant consacré à la crise du Darfour (ERES, 2008), on a fait appel à un chercheur israélien spécialiste de l'islam en Afrique, Moshé Terdiman[5], pour rédiger un article sur « Sécurité environnementale, changements climatiques et conflits : le cas du Darfour ». Après des généralités

5. L'auteur est présenté comme directeur de recherches au PRISM du centre Herzliyya et post-doctorant au Moshe Dayan Center à l'université de Tel Aviv.

sur les changements climatiques en Afrique, l'auteur s'appuie sur l'UN Environmental Report du 22 juin 2007[6] pour affirmer que « le conflit au Darfour résulte du changement climatique et de la dégradation environnementale, lesquels menacent de déclencher une série de guerres à travers l'Afrique à moins qu'on ne fasse plus pour endiguer les dommages » (Terdiman, 2008, p. 147). Ce qui permet de faire l'économie de l'analyse des causes historiques, humaines, etc. des sociétés concernées, ainsi que du rôle des États et des systèmes d'exploitation économique dans le déclenchement de ces conflits.

Un article beaucoup mieux fondé, émanant d'un auteur dont l'expérience personnelle et la connaissance de la réalité de la désertification au Darfour font autorité, reprend des affirmations lapidaires d'Al Gore dans son film *Une vérité qui dérange* et d'une tribune publiée par Ban Ki Moon en 2007 dans le *Washington Post*[7] : tous deux élevaient la crise du Darfour au rang de première crise due au changement climatique[8]. Sans mettre en question les assertions de ces deux sommités de la scène internationale[9], l'auteur, Jérôme Tubiana, présente les données connues et observées depuis un siècle sur la dessiccation du climat et l'avancée du désert au Darfour, et extrapole leurs tendances et leurs conséquences d'ici à la fin du XXI^{e} siècle, selon les modèles réalisés : augmentation de la température de 1,4 °C à 5,8 °C d'ici à 2100.

Cet article vise plus prudemment à esquisser des pistes d'analyse permettant d'intégrer, dans une approche multiscalaire et multicausale et en partant d'observations locales, l'impact éventuel du réchauffement climatique global.

VARIATIONS CLIMATIQUES AU DARFOUR : UN BREF HISTORIQUE

Les oscillations climatiques sont une constante de l'histoire des précipitations au Sahel. Les climatologues sont parvenus à identifier des successions de séquences sèches et humides, depuis que des stations de relevés ont été mises en place. Au Darfour, la première station fut installée dès 1919 à El-Facher ; ses relevés corroborent les grands cycles constatés pour l'ensemble du Sahel : pluviométrie élevée durant les années 1950 et 1960, suivies par des séquences déficitaires durant les années 1970 et 1980, et une remontée depuis lors.

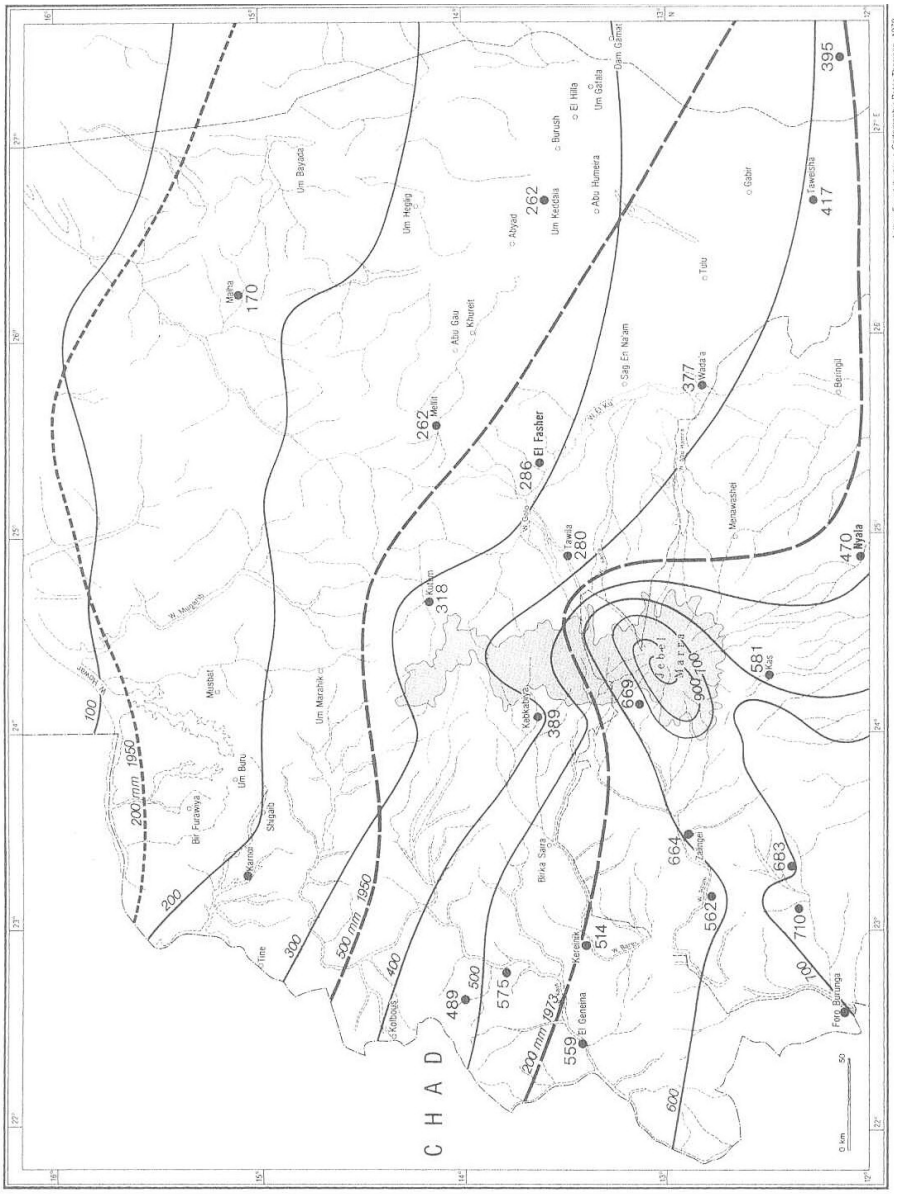
6. United Nations Environment Programme, Sudan : Post-Conflict Environmental Assessment, juin 2007, http://sudanreport.unep.ch/UNEP_Sudan.pdf

7. Jérôme Tubiana indique que cette déclaration du secrétaire général de l'ONU peut être lue comme un message d'apaisement au régime de Khartoum, au moment où l'ONU s'évertuait à lui faire accepter la présence de Casques Bleus sur le terrain : http://wahingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/06/15/AR200706

8. Jérôme Tubiana, « Darfour – Tchad : s'agit-il de la première guerre du climat ? » : http://www.grotius.fr/node/404, octobre 2009.

9. Claude Allègre, dans son ouvrage, rend justice aux motivations et aux compétences d'Al Gore en les resituant dans une logique « globale ».

Figure 2 : Isohyètes du Darfour central et septentrional



Sources : Ibrahim, 1984. Cartographie : Peter Thomsen, 1979.

On connaît en particulier les sécheresses des années 1973-1974 et surtout 1984-1985, cette dernière ayant été particulièrement meurtrière dans tout le Soudan central : mais les séries constituées reflètent plus ou moins fidèlement ces cycles, selon les stations choisies ou les intervalles de temps retenus. Voici

par exemple une sélection de quatre séries d'années alternativement sèches et pluvieuses, d'après les relevés de la station d'El-Facher au Darfour Nord : des relevés simultanés pour d'autres stations du Darfour montreraient les mêmes tendances, dues à la variation de la zone de convergence intertropicale, le Darfour étant soumis à l'influence de la mousson d'été venue du golfe du Bénin[10].

Tableau 1 : Phases sèches et humides à El-Facher entre 1919 et 1983

Période	Durée	Moyenne annuelle (en millimètres))	Déviation/moyenne longue durée (286 mm)
1919-1939	20 ans	329, 3 mm	+ 15, 1 %
1940-1949	10 ans	218, 9	- 23,5 %
1950-1965	16 ans	329,2	+ 15,1%
1966-1983	18 ans	201	- 29,7 %

Source : Fouad Ibrahim, 1984, p. 67.

Ainsi, les variations ne semblent pas à mettre sur le compte du changement climatique mais sur celui de la variabilité naturelle du système[11]. D'après des travaux rendus publics durant l'été 2009, celle-ci est liée aux fluctuations de la température de l'Atlantique Nord, avec des périodes chaudes et froides d'un demi-siècle environ. Pour reprendre les termes de Serge Janicot, « *la question qui se pose pour cette région n'est pas tant de savoir si ce qui advient est lié au changement climatique, mais plutôt dans quelle mesure celui-ci va influer sur les grands cycles naturels mis au jour par les chercheurs* ».

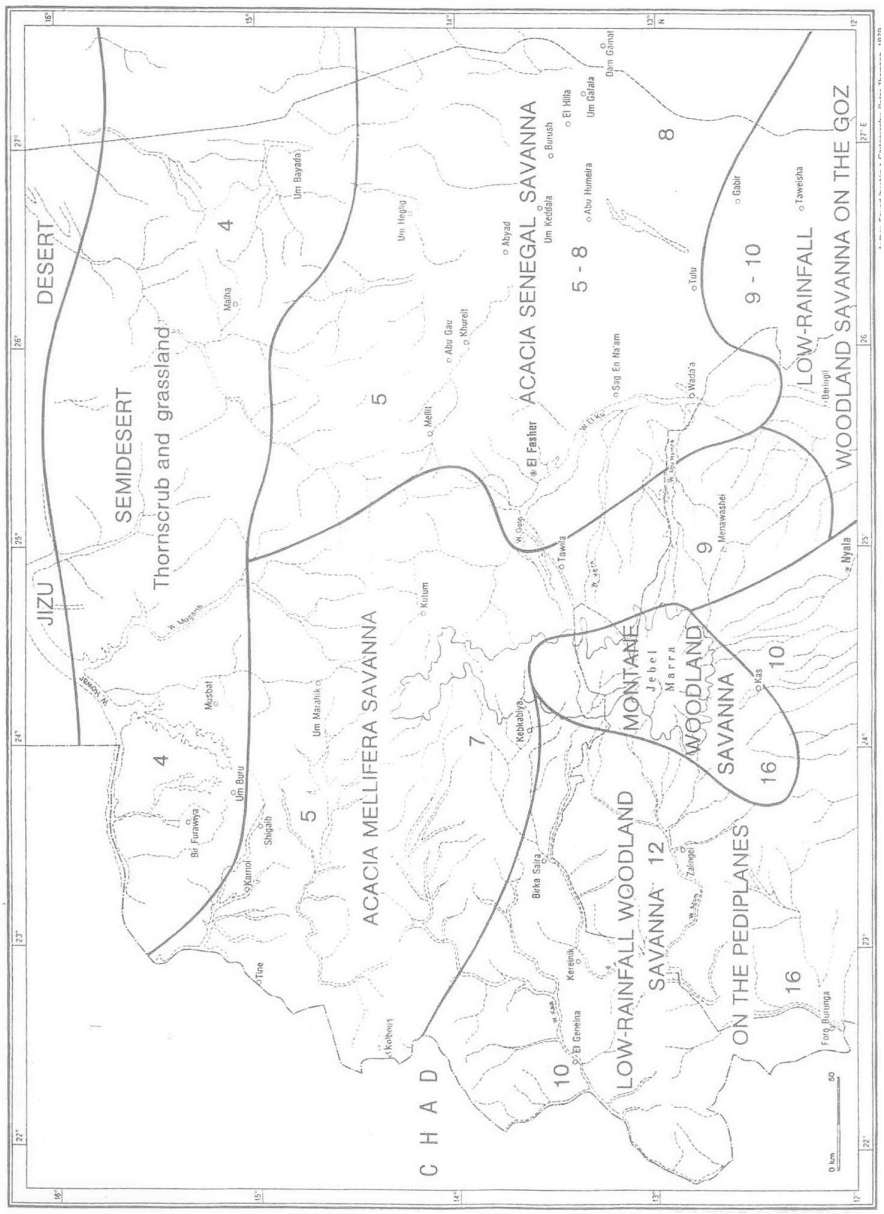
Le réchauffement climatique ne doit donc pas être confondu avec la désertification, qui est définie comme un processus d'origine anthropique caractérisé par la dénudation du couvert végétal, dû à une pression accrue née de la croissance démographique ou d'une péjoration climatique qu'il a été proposé d'appeler « désertisation ». La désertification est un processus déclenché depuis longtemps, puisqu'une commission avait été formée dès 1942 par le pouvoir colonial britannique pour proposer des plans d'action pour y remédier (Ibrahim, 1984). La multiplication de la population (passée de 300 000 habitants en 1900 à 3 millions en 1983), à laquelle il faut ajouter celle du bétail, à mettre à l'actif de la *pax britannica*, serait donc le principal facteur de la désertification si l'on considère que le bilan des années sèches et humides s'équilibre sur la longue durée. Mais il faut y ajouter immédiatement le corollaire de l'absence de tout

10. Les variations des précipitations sont également très importantes en latitude, puisque le Darfour, dans ses limites actuelles, s'étend sur 1 200 km du nord au sud, dont 800 entre le 9° et le 16° parallèle nord, qui constitue la limite du désert du Sahara au nord. En outre, la présence d'une dorsale montagneuse s'élevant à 3000 m d'altitude et s'étirant sur un axe méridien de 300 km de long dans la partie centrale de la région, impose une grande prudence dans l'interprétation des processus climatiques.

11. Entretien de Serge Janicot, climatologue, avec Stéphane Foucart, *Le Monde*, page Planète, « La Corne de l'Afrique en proie à une grave sécheresse », 2 octobre 2009.

effort de développement, qui contraint une population en croissance rapide à reposer pour sa survie sur une économie agro-pastorale inchangée.

Figure 3 : Couvert végétal et capacité fourragère en UB/km2 (unités de bétails par km2) (Darfour nord et centre)



Sources : Ibrahim, 1984. Cartographie : Peter Thomsen, 1979.

"05-Lavergne4" (Col. : RevueTiersMonde) — 2010/10/1 — 12:23 — page 9 — #9

DARFOUR : DU SULTANAT CARAVANIER À LA MARGINALISATION AUX CONFINS DU DÉSERT

Faut-il le rappeler, le Darfour est sujet à une crise politique, qui relève de la problématique qui divise le Soudan depuis son indépendance en 1956 : celle des voies de l'unité nationale et du développement économique et social (Johnson, 2003). Rien de récent donc dans cette déclinaison locale de problèmes connus et identifiés par des générations de militants et de chercheurs (Ali, 1989).

Le Darfour était un sultanat isolé au cœur du continent africain, qui réussit à préserver son indépendance jusqu'en 1916. Il avait perdu ses ressources depuis l'interruption du commerce caravanier transsaharien qui reliait le golfe du Bénin à la Méditerranée à partir du dernier tiers du XIX^{e} siècle (Browne, 2002 ; O'Fahey, 1980).

Véritable empire marchand, il était dirigé par des dynasties issues des peuples sédentaires installés sur les pentes fertiles du Jebel Marra, son épine dorsale (O'Fahey, 1980). À la périphérie de ces peuples islamisés nomadisaient des peuples périphériques : éleveurs de chameaux, arabophones dans les marges pré-désertiques du nord, éleveurs de bovins de souche africaine, arabisés, dans les steppes riches en pâturages du sud (Tubiana, 2006b). Les peuples organisés en tribus rivales étaient cantonnés dans une périphérie non seulement géographique, mais aussi économique et sociale au sein du sultanat dominé par des peuples non arabes.

Voilà pour le tableau initial : un sultanat indépendant dont la fortune, répartie au sein d'une classe étroite de hauts fonctionnaires et de grands commerçants, reposait sur le commerce caravanier transsaharien. Le pouvoir était aux mains des peuples sédentaires implantés sur les plateaux et les pentes fertiles d'un volcan central. La montagne et les plateaux, densément peuplés de Fours et d'autres peuples autochtones, étaient attractifs à la fois pour leurs pluies abondantes, la richesse de leur sol de cendres volcaniques, et pour le refuge qu'ils offraient face aux attaques de pillards nomades en période de disette.

Ces peuples sédentaires, au rang desquels les Four qui ont donné leur nom à l'ensemble du sultanat, étaient entourés de plaines sillonnées de cours d'eau temporaires abondants. Ceux-ci favorisaient l'élevage et une agriculture irriguée en complément des précipitations qui, en plaine, permettaient la culture de la plante vivrière africaine, le mil. Donc une formation sociale en cercles concentriques, tout comme les ressources, déclinant du centre à la périphérie sans estomper totalement le gradient des ressources du Sud vers le Nord avec, certes, des incertitudes dans les ressources liées aux variations climatiques interannuelles et interrégionales.

La *pax britannica*, bien qu'elle favorisât la croissance de la population, n'instaura aucun développement économique. Le sultanat était réduit au statut de région périphérique et marginale d'un empire centré sur la vallée du Nil, privée de ses ressources caravanières et du commerce avec le bassin du lac Tchad occupé par la France. La pression sur les ressources agro-pastorales locales s'accrut rapidement, tandis que les efforts de la puissance coloniale britannique se concentraient sur la production de coton irrigué le long du Nil. Les habitants du Darfour furent donc contraints à des migrations saisonnières vers l'est lors de la récolte du coton, puis plus tard vers les riches plaines à sorgho entre le Nil Bleu et l'Atbara où ils firent souche. La population originaire du Darfour est aujourd'hui majoritaire dans bien des localités de la province de Gedaref et sur les rives du Nil Bleu (Miller, 2005 ; Lavergne, Gheeraert, 1986). Ces migrations saisonnières lui permettaient à la fois de faire la soudure en complément de la production de vivres devenue insuffisante, et de payer l'impôt de capitation.

Carte des migrations à partir du Darfour

Les disettes et les famines n'étaient cependant pas rares, en fonction des aléas des précipitations, d'autant que la montagne elle-même, bien que fertile, mais escarpée et repliée sur elle-même, s'était vidée de ses hommes dès l'instauration de la sécurité sur les piémonts et dans la plaine par les Britanniques. Ceux-ci avaient attribué à chaque groupe humain un territoire en propre, le *dar*, et ils codifiaient strictement les déplacements des nomades et de leurs troupeaux. Les mécanismes de prévoyance, d'anticipation et d'adaptation à ces disettes étaient très développés et permettaient de surmonter les crises, grâce aux réserves accumulées dans les greniers et à l'exploitation des ressources naturelles par la chasse et la cueillette (Ibrahim, 1984 ; Flint, de Waal, 2006).

La mémoire populaire a gardé vivace le souvenir des famines depuis la fin du XIX^e^ siècle (de Waal, 2005) ; depuis les années 1950, des stations météorologiques ont été installées, et malgré la discontinuité des relevés, on commence à établir des séries, en quête des successions d'années déficitaires et excédentaires, et d'une éventuelle tendance à l'aggravation des années déficitaires (Ibrahim, 1984). Les conclusions sont loin d'être définitives même si on constate depuis les années 1970 une péjoration des conditions pluviométriques. Celle-ci n'est pas une nouveauté à l'échelle de l'occupation humaine : les peintures et gravures rupestres réparties sur l'ensemble du Sahara, y compris dans les régions proches du Tibesti et de l'Ennedi, comme dans le massif d'Al-Uweinat au cœur du désert libyque, témoignent de phases pluvieuses lors des derniers millénaires[12]. Mais au Darfour-Sud, comme le long de la piste qui mène d'El-Geneina à Zelingei,

12. En octobre 2004, l'auteur a ainsi pu recueillir, dans la ville frontière de Kolbous abandonnée par l'essentiel de sa population, les souvenirs d'un vieillard qui avait participé à la reconquête de l'Éthiopie par les troupes britanniques en 1941. On chassait alors la girafe et l'éléphant dans le *wadi* Bardi, aujourd'hui occupé par des villageois Erenga chassés de leurs villages par la menace des rebelles Zaghawa... Si les grands arbres subsistent dans le lit des *wadis*, leur sous-bois a disparu et les environs ne sont

s'étale encore une forêt épaisse, traversée de grands *wadis* comme le *wadi* Azoum. Sa destruction, à l'automne 2004, était provoquée par des incendies déclenchés par les *janjawid* et l'arrachage des branches par les nomades pour nourrir leur bétail : la désertification était ici la conséquence de la guerre, et non sa cause.

Dans le Darfour-Nord, la désertification a été étudiée en détail dès le début des années 1980 (Ibrahim, 1984). Sous l'effet de la croissance démographique, les cultivateurs avaient étendu leurs cultures vers le nord bien au-delà du raisonnable, au détriment des pâturages des éleveurs. Ils avaient également coupé à ceux-ci les voies de transhumance, l'accès aux rives des fleuves qu'ils avaient mises en culture, par des clôtures d'épineux. Les éleveurs, sous l'effet de la raréfaction des précipitations, avaient besoin d'augmenter la taille de leurs troupeaux pour faire face aux risques de mortalité, ce qui augmentait leurs déprédations. Les conflits locaux, traditionnels en période de transhumances à travers les terres cultivées, s'étaient donc multipliés ; ils avaient surtout été aggravés par la dissémination d'armes modernes dont les dégâts étaient incommensurablement plus dévastateurs en vies humaines que les conflits traditionnels et les rendaient plus difficiles à régler par les procédures de conciliation coutumières.

Ces conflits locaux sont donc le résultat d'une péjoration des précipitations depuis le début des années 1970[13]. Mais d'une part, celles-ci n'ont d'importance pour les populations que parce que l'activité agro-pastorale, dans des conditions figées, est leur seul horizon, faute d'intérêt du gouvernement à favoriser leur développement économique et à diversifier leurs activités. D'autre part, elles n'ont évolué en guerre ouverte que parce que le gouvernement a refusé de partager le pouvoir détenu par un groupe étroit issu de la vallée du Nil qui s'est emparé d'une idéologie arabo-musulmane comme fondement de l'identité nationale soudanaise pour asseoir et légitimer son pouvoir sur l'ensemble du pays (Harir, 1994 ; Lavergne, 2007a, 2007b, 2009 ; Dornboos, 1988).

À L'ORIGINE IMMÉDIATE DU CONFLIT : UNE COMPÉTITION EXACERBÉE POUR DES RESSOURCES AGRO-PASTORALES LIMITÉES

Depuis la famine de 1984-1985 qui a dévasté certaines régions du Darfour (de Waal, 2005), la situation sécuritaire s'est progressivement dégradée jusqu'à aboutir à la fin de 2002 au déclenchement de la crise actuelle. Les causes de cette montée au conflit sont multiples, d'autant qu'aucune famine n'a été signalée

couverts que d'une maigre steppe ouverte, d'où les grands mammifères ont depuis longtemps disparu. Voir également le récit de Hussin Pacha.

13. Pour un témoignage averti sur les conditions et les pratiques prévalant au Darfour avant le déclenchement des crises des années 1970 et 1980, lire Tubiana, 2006c.

dans la région au cours du dernier quart de siècle (Prunier, 2005 ; Cockett, 2010).

En réalité, les lendemains de la famine de 1984-1985 ont été l'occasion d'une prise de conscience générale, dans la région, de l'état d'abandon dont elle souffrait de la part du gouvernement central. Le gouvernement du maréchal Nimeiri avait tout d'abord, durant l'été 1984, tenté de masquer la gravité de la situation en isolant le Darfour et en interdisant aux ONG et aux médias d'accéder à cette province lointaine d'où affluaient des masses de déplacés jusqu'aux faubourgs de la capitale, dans laquelle il leur était interdit d'entrer. Le gouvernement, soumis à la pression internationale, avait finalement ouvert le Darfour à une centaine d'ONG du monde entier, et à l'aide internationale, mais trop tard. La prise de conscience de la situation de dépendance vis-à-vis de Khartoum s'accompagna de clivages internes, nomades-sédentaires, accrus, autour du partage du pouvoir concédé localement. Les tribus nomades avaient perdu leurs troupeaux et certaines optaient pour la sédentarisation et cherchaient des terres adéquates. Le rapport de forces naguère équilibré entre sédentaires et nomades, placé sous le signe de la coopération et de l'échange, sur un fond de fluidité des identités et des appartenances, se figea sous l'effet d'un clivage entre prétendus Arabes et non-Arabes, clivage fondé d'une part sur des critères linguistiques et d'origine réels ou mythifiés, et d'autre part sur la dissémination d'armes automatiques et de bandes armées à travers la région (Harir, 1994).

Le clivage Arabes / non-Arabes fut créé par le pouvoir central issu des élections parlementaires d'avril 1986 : gouvernement démocratique certes, mais représentant les intérêts des grandes confréries commerçantes qui contrôlent le commerce des produits bruts générés par la province. Il n'avait dès lors pas d'intérêt à satisfaire les revendications de la paysannerie four et des communautés de colporteurs émergents au sein de la communauté zaghawa, dont les deux exemples de dynamiques locales menaçaient les intérêts d'un pouvoir centré sur la vallée du Nil. Le gouvernement choisit de mater les revendications émanant des groupes les plus nombreux et les plus dynamiques de la région. Les conflits fonciers furent systématiquement tranchés en faveur des forces tribales auteurs des agressions[14]. Ces conflits devinrent de plus en plus meurtriers du fait des contrecoups des guerres tchadiennes, à partir de l'intervention des troupes françaises au Tchad, pour en déloger les forces du colonel Kadhafi, le 8 août 1983 (Marchal, 2004 ; Hari, 2008). Le Darfour se trouva livré à l'anarchie et au pillage

14. À noter que dans de nombreux cas, l'attribution de terres aux nomades qui le demandaient s'opéra pacifiquement selon les règles traditionnelles d'attribution de *hawakir*, et les nouveaux venus vécurent pacifiquement sous la tutelle des chefs du groupe d'accueil jusqu'à s'assimiler progressivement à ce groupe (Tubiana, 2006a). D'autres groupes, comme les Zaghawa, abandonnèrent définitivement l'élevage nomade et se muèrent, avec un succès impressionnant, en colporteurs, puis en commerçants d'envergure, couvrant tout le Soudan central de leurs souks Libya, alimentés par la contrebande en provenance de ce pays, jusqu'aux portes de la capitale (sur l'adaptation des Zaghawa à leur milieu d'origine, voir l'étude magistrale de M.-J. et J. Tubiana, 1977).

"05-Lavergne4" (Col. : RevueTiersMonde) — 2010/10/1 — 12:23 — page 13 — #13

par des bandes armées qui s'allièrent à certains groupes nomades pour attaquer les villages. Les Massalit et les Zaghawa, situés à cheval sur la frontière, furent particulièrement touchés. La contestation portait au fond sur le partage des terres, effectué par les Britanniques au début du siècle, qui avantageait les tribus paysannes du centre et les éleveurs de bovins des steppes du sud au détriment des groupes chameliers du nord. À ceux-ci s'ajoutent désormais les nouveaux venus du Tchad, du Niger ou du Nigeria, dans cette lente translation ouest – est qui se prolonge depuis des siècles dans la bande sahélienne. Les compensations traditionnelles qui scellaient la réconciliation après les affrontements autour des pâturages ou des puits, des chemins de parcours ou des accès aux fleuves, n'étaient plus à la hauteur, compte tenu des ravages des armes automatiques (Prunier, 2005). La situation se dégrada en un affrontement généralisé en 1988-1989, les tribus arabes du Nord s'organisant en « Conférence arabe », soutenue en sous-main par le gouvernement central dirigé par Sadik el-Mahdi, auxquelles résistaient les milices d'autodéfense villageoise four (Harir, 1994).

Les racines du conflit résident donc dans la dégradation des conditions agro-pastorales. Mais cette dégradation n'a déclenché d'affrontements que parce que le gouvernement central du maréchal Nimeiri (1969-1985), rongé par la corruption, n'a rien fait pour le développement de la région, et parce que la situation du Tchad voisin a engendré l'afflux d'hommes en armes, faisant exploser les mécanismes traditionnels de règlement de conflit. La responsabilité du gouvernement « démocratique » de Sadik el Mahdi (1986-1989) est engagée dans la dégénérescence du conflit en un conflit non plus entre sédentaires et nomades, mais entre Arabes et non-Arabes, figeant dans une dimension culturelle un conflit d'intérêt entre groupes pour l'accès aux ressources (Tubiana, 2006a, 2006b).

Ces ressources étaient certes de plus en plus limitées, non pas tant en valeur absolue que relative, et cela de différentes manières. D'une part, la croissance démographique, conduisant à un doublement de la population tous les 25 ans, était bien supérieure à celle des ressources. Or, compte tenu du marasme économique général de l'époque, de l'abandon progressif de la culture du coton dans les fermes d'État des bords du Nil, privatisées sous la pression de la Banque mondiale, les habitants du Darfour n'avaient plus d'accès à l'émigration comme ressource complémentaire. Citoyens de seconde classe au sein de l'État soudanais, ils n'avaient pas accès aux visas de sortie permettant d'accéder, comme leurs concitoyens de la vallée, aux lucratifs émirats du Golfe. Seule leur était ouverte la Libye voisine, beaucoup moins attrayante financièrement, et où leurs conditions de vie étaient beaucoup plus précaires.

D'autre part, le Darfour était maintenu dans un état de sous-développement, cantonné à l'activité agro-pastorale (Tubiana, 2006c). L'État réservait ses (maigres) ressources à la région centrale du pays d'où ses dirigeants étaient

originaires, et se contentait d'exploiter le Darfour. Le monopole du commerce du bétail et de quelques ressources agricoles transportables comme le tabac à chiquer (*somoud*) ou les agrumes, était aux mains des grandes familles d'Omdourman liées au mouvement mahdiste et au parti Oumma au pouvoir[15]. Ces familles n'avaient pas intérêt à la valorisation des produits sur place, ni à l'émergence d'une classe d'agriculteurs ayant accès directement aux marchés de consommation grâce à une amélioration des moyens de transport et de conditionnement. Elles se contentaient d'acheter à vil prix le bétail parvenant aux abattoirs d'Omdourman, après un voyage épuisant de 1 000 kilomètres à travers la steppe aride, avant de les engraisser aux portes de la capitale et de les revendre avec une marge lucrative sur les marchés du Golfe. L'État, en tant que représentant de cette catégorie d'acteurs économiques, avait intérêt à cantonner le Darfour, comme le reste des provinces périphériques du Soudan, à un état de sous-développement pour en exploiter les ressources brutes.

Cette situation n'est pas propre au Darfour, elle est aujourd'hui à la source du sous-développement africain, et par là de tous les nouveaux conflits qui déchirent l'Afrique ; une analyse à un premier niveau peut faire apparaître des conflits pour la terre, qui peuvent être dus à une croissance de la population et donc à une pression accrue sur la terre disponible, source d'exacerbation des conflits. Mais ces guerres de la terre[16] ne sont qu'apparence. La terre n'est un moyen de production que par défaut ; la qualité d'agriculteur apparaît comme une malédiction aux jeunes générations, et l'urbanisation rapide leur donne d'autres modèles, moins harassants, donnant plus de chances à l'individu. Les « guerres de la terre » sont en réalité des guerres de prédation, rendues possibles par la détention d'une arme ; c'est pourquoi elles attirent de nombreux enfants ou jeunes adolescents, chargés de famille à cause du décès ou du départ de leur père. Pourtant, le Darfour est une région nantie d'un réel potentiel économique.

PISTES DE RÉFLEXION POUR UNE SORTIE DE CRISE DURABLE

Le Darfour, centré autour du château d'eau du Jebel Marra, jouit de conditions pluviométriques exceptionnelles à cette latitude. Les eaux de ruissellement saisonnières, ou bien les eaux d'infiltration qui peuvent être exploitées en toutes saisons, sont un atout considérable pour l'activité agro-pastorale. À cela s'ajoute la fertilité des cônes volcaniques et de leurs piémonts, favorable à des

15. Pour une analyse des déficiences de la gouvernance du Darfour à l'arrivée au pouvoir de la junte islamiste actuelle et avant le déclenchement de la lutte armée, voir Tereifi (1990), à comparer avec UNMIS (2007), document publié à l'issue du conflit et traduisant les mutations sociales liées aux migrations forcées et la façon dont les institutions internationales aspirent à faire du *Peace Building*, du *Capacity Building* et du *Leadership Building* les clés de voûte de leur intervention.

16. Voir l'interview de l'auteur par Catherine Simon dans le quotidien *Le Monde*, page Focus : « La terre ne nourrit pas, la guerre, elle, rapporte », 12 janvier 2007.

"05-Lavergne4" (Col. : RevueTiersMonde) — 2010/10/1 — 12:23 — page 15 — #15

cultures exigeantes, tandis que la gradation en altitude offre la possibilité de cultures variées, maraîchères ou fruitières, qui pourraient alimenter des marchés urbains éloignés grâce au développement de moyens de transport naguère inenvisageables.

Quelle que soit la dimension et la vitesse du réchauffement climatique, et même la variabilité interannuelle des précipitations, le bilan hydrique global demeure positif et le potentiel de rétention ou de captage est encore largement sous-exploité.

La priorité est certes, aujourd'hui, de répondre à des revendications d'équité dans la gestion de la pénurie. D'une part, elles concernent le partage du territoire en « dar » tribaux : celui-ci a été effectué, il y a maintenant près d'un siècle, par la puissance coloniale, en fonction des besoins liés à la démographie et à l'activité agro-pastorale des groupes, mais aussi des rapports qu'entretenaient ces groupes avec les autorités. Aujourd'hui, certains groupes, en particulier les nomades éleveurs chameliers du Nord, arabophones pour la plupart, s'estiment lésés face aux groupes sédentaires du pourtour montagneux, dont les terres sont mieux arrosées. L'augmentation de la pression sur la terre, devenue une ressource rare, impose une redistribution générale, les mécanismes d'hospitalité traditionnelle des groupes les plus démunis ne suffisant plus (Tubiana, 2006a).

D'autre part, elles concernent les règles régissant les transhumances : celles-ci doivent être revues et des mécanismes impartiaux de contrôle et de sanctions doivent être prévus ; comment assurer le passage des animaux à travers les champs, l'accès aux cours d'eau, comment réserver des aires de pâture, comment lever les enclosures d'épineux qui empêchent les troupeaux de passer ? Il y va non seulement de la survie des éleveurs, mais aussi de celle de l'économie globale de la région, le pastoralisme étant une des principales ressources, et la mieux adaptée à des conditions climatiques extrêmes et changeantes. Enfin, elles prennent en compte l'activité agricole car il importe de fixer et de faire respecter des limites en ce qui concerne la mise en culture des terres marginales en milieu subaride et pré-désertique, sachant que la culture du mil, bien que la mieux adaptée à ces conditions pluviométriques, dégrade irrémédiablement la couverture végétale et la structure du sol, au nord de l'isohyète des 400 mm (voir figure 4). Il est donc indispensable d'apprendre à mieux gérer les variations pluviométriques interannuelles pour que les années sèches ne tournent pas à la catastrophe, après des années pluvieuses poussant à monter vers le nord et à considérer l'exception bienvenue comme la norme (Ibrahim, 1984).

Ces mesures auraient permis d'éviter de nombreux conflits meurtriers au cours des dernières décennies, si elles avaient été appliquées, et cela sans rien coûter en devises ou en apports technologiques. Et cette gouvernance au niveau des hommes et de leurs préoccupations quotidiennes n'a hélas pas retenu l'attention des médiateurs ou des bailleurs de fonds internationaux, quand

bien même ils prônent le « *Peace building* », le « *Leadership building* » ou les « *Reconciliation and Reconstruction Processes* »[17]. Il faut aujourd'hui les envisager comme des préalables pour engager le Darfour sur la voie d'un développement durable, c'est-à-dire d'une transformation de ses types et de ses modes de production.

Celle-ci passe par une intensification de la productivité agricole (Lavergne, 2005a) et par le transfert progressif de la plupart des actifs vers d'autres secteurs qui ne soient pas directement dépendants de l'évolution du climat : maîtrise de l'eau par l'édification de retenues, de moyens d'exhaure modernes au bord et dans le lit des *wadis*, qui devraient permettre le développement des productions maraîchères et fruitières tout au long de l'année ; mise en place de chaînes de froid pour la conservation des productions végétales et animales ; implantation de moyens de transport adéquats en rapidité et en volume, en direction des marchés urbains de la vallée du Nil et du Golfe (par la voie ferrée ou par des pistes aménagées pour le bétail sur pied, par avion gros-porteur pour les produits périssables et la viande en carcasses) ; enfin, création d'industries de transformation sur place, pour la valorisation des productions agro-pastorales (abattoirs, conserveries, laiteries...).

Cette diversification entraînerait un besoin de nombreux services et d'activités artisanales annexes qui pourrait être pourvu par la création d'écoles professionnelles. Celles-ci donneraient en outre aux jeunes du Darfour une formation qu'ils pourraient valoriser dans l'émigration vers la Libye, et dans des activités complémentaires telles que le tourisme, pour lequel le Darfour dispose d'atouts indéniables, ou le commerce de transit, la région se trouvant à la charnière entre la vallée du Nil et le bassin du lac Tchad, et également de la Libye. De plus, indépendamment du pétrole, extrait en petites quantités au sud-est, et qui est exploré dans des concessions attribuées dans la plaine méridionale, le Darfour n'est pas dépourvu de potentiel énergétique, avec la géothermie volcanique qui se manifeste par l'existence de sources thermales.

Mais les termes de l'équation ont changé récemment : depuis 1999, le Soudan est devenu (pour combien de temps ?) un exportateur de pétrole non négligeable (environ 500 000 barils/jour). Cette manne lui permet d'envisager l'exploitation des richesses du Sud, mais aussi du Darfour, naguère inaccessible faute de moyens techniques et financiers. Vu sous cet angle, la rhétorique du réchauffement climatique, si elle peut contribuer à dédouaner le gouvernement central de la dévastation de cette région, ne l'empêche pas de mettre en œuvre un plan ambitieux d'exploitation agro-pastorale de la province. Dès la fin des opérations militaires, des abattoirs modernes ont été édifiés à Nyala, la capitale économique du Darfour, au terminus de la voie ferrée et au cœur d'une région

17. Pour une étude prospective du rôle des leaders locaux de demain vu par la technocratie onusienne, cf. UNMIS (2007).

fertile. Une conférence des donateurs de la Ligue Arabe s'est réunie au Caire fin mars 2010, et s'est engagée à fournir 850 millions de dollars[18]. Cette somme n'est pas destinée à dédommager les victimes du conflit des crimes subis, de la perte de leurs foyers, de leurs récoltes et de leur bétail. Les sommes allouées par les bailleurs de fonds internationaux visent non pas à reconstruire la région (qui ne disposait de toute façon pas d'infrastructures et de services dignes de ce nom). Elles sont destinées à financer la mise en place d'une économie « moderne », avec les infrastructures nécessaires pour en assurer la rentabilité.

Ce qui se joue désormais au Darfour, c'est non pas le retour à la paix par le biais du développement économique et social d'une région marginalisée et martyrisée, mais l'exploitation coloniale d'une région au riche potentiel agro-pastoral, au profit d'investisseurs proches du régime ou d'intérêts internationaux en quête de « sécurité alimentaire ». Il est moins question que jamais d'aider les éleveurs ou les agriculteurs locaux à moderniser leurs activités, mais au contraire de récupérer leurs terres de culture et de pâture. Le déplacement de peuples entiers, l'urbanisation forcée des survivants rassemblés dans des camps et la transformation des ruraux en une main-d'œuvre servile au service des affidés du régime de Khartoum, des entreprises d'agrobusiness arabes ou asiatiques et des propriétaires de ranchs et de stations d'élevage vouées à l'exportation trouvent dans cette entreprise leur véritable logique.

La mise en exploitation du Darfour parachève ainsi un processus déclenché durant les années 1940 dans les plaines argileuses de l'est du Soudan, et qui s'est étendu par la suite vers le sud (province du Haut-Nil) et vers l'ouest (plaines du Kordofan). Toute la ceinture soudano-sahélienne, des monts Ingessana à la frontière éthiopienne, est aujourd'hui vouée à l'exploitation agricole mécanisée, extensive et ruineuse des sols, au profit des entrepreneurs liés aux grandes confréries et au pouvoir, généralement originaires de la vallée du Nil (Miller, 2005). Cette agriculture « minière » a engendré l'expulsion des paysanneries et des éleveurs chassés de leurs villages ou de leurs terres de parcours, et transformé les alentours des grandes villes en ceintures de misère. Elle a aussi entraîné les mouvements de rébellion armée des éleveurs béja et rachaida de l'Est, comme des paysanneries du Sud-Funj et des monts Nouba, dont la jeunesse a rejoint les rangs de la Sudan People's Liberation Army (SPLA), bras armé du mouvement qui, à partir du Sud-Soudan, proposait un autre modèle de développement pour le Soudan, plus soucieux des besoins et des aspirations des peuples marginalisés de l'ensemble du pays.

La péjoration des conditions de vie n'apparaît pas, au vu de ce tableau, comme la cause première de la guerre. La question fondamentale posée par cette guerre est celle de l'obsolescence des schémas développementalistes dans

18. Au lieu des 2 milliards espérés initialement.

un cadre national, à l'heure de la mondialisation. Alors que la population la plus démunie persiste à demander un maintien ou un retour de l'État, garant d'une répartition minimale des ressources entre tous les citoyens, les détenteurs du pouvoir, eux, sont projetés dans une économie postmoderne. L'essentiel réside désormais non plus dans la gestion d'un contrat social, avec préservation d'un minimum d'équilibres sociaux, mais dans l'accession à des rentes, envisagées à l'échelle d'une économie mondiale. À cette échelle, le facteur travail, surabondant, a perdu sa valeur et l'accès aux ressources limitées fournies par la nature compte seul. Les villageois du Darfour ne sont donc pas l'objet d'une quelconque vindicte ou de préjugés raciaux ou ethno-religieux. Ils sont simplement « inutiles » alors que leurs terres sont prisées. Mais l'étonnant est que la mondialisation ouvre de nouvelles perspectives à ces formes d'exploitation que l'on pouvait croire dépassées, et que de nouvelles colonisations, internes, se mettent en place pour exploiter sans les développer les périphéries du système-monde. Le réchauffement climatique n'aura d'impact qu'en liaison avec ce maintien d'économies agraires bloquées, juxtaposées à des formes conquérantes d'agrobusiness peu concernées par la reproduction de la fertilité des sols ou des systèmes sociaux.

Au Darfour, comme dans bien d'autres conflits africains comme celui du Kivu pour ce qui est de l'exploitation minière, ne se déroule pas une guerre d'un autre âge, mais bien un affrontement précurseur des temps à venir.

BIBLIOGRAPHIE

Ali T. M. A., 1989, *The Cultivation of Hunger. State and Agriculture in Sudan*, Khartoum University Press, 164 p.

Allègre C., 2010, *L'imposture climatique ou la fausse écologie*, Paris, Plon, 281 p.

Browne W. G., 2002, *Nouveaux voyages dans la Haute et la Basse Egypte, la Syrie et le Darfour*, 1re édition, 1799, trad. fr., 1800, Gollion (Suisse), Infolio (coll. « Itinera »).

Cockett R., 2010, *Sudan. Darfur and the Failure of an African State*, New Haven/London, Yale University Press, 299 p.

Doornbos P., 1988, « On Becoming Sudanese » *in* Barnett T., Abdelkarim A. (dir.), *Sudan: State, Capital and Transformation*, Londres, Croom Helm, 1988.

Outre-terre, 2007 « Pourquoi on meurt au Darfour », n° 20.

Flint J., de Waal A., 2006, *Darfur, A Short History of a Long War*, Londres, Zed Books.

Hari D., 2008, *Dans l'enfer du Darfour*, Paris, Hachette, 295 p.

Harir S., 1994, « Arab Belt Versus African Belt. Ethno-political Conflict in Dar Fur and the Regional Cultural factors » *in* Harir S., Tveldt T. (dir.), *Shortcut to Decay. The Case of Sudan*, Uppsala, pp. 144-185.

Ibrahim F., 1984, « Ecological Imbalance in the Republic of Sudan, with Reference to Desertification in Darfur », Bayreuther Geowissenschaftliche Arbeiten, Bayreuth.

Johnson D., 2003, *The Root Causes of the Sudan Civil Wars*, Bloomington (Indiana)/Oxford,

"05-Lavergne4" (Col. : RevueTiersMonde) — 2010/10/1 — 12:23 — page 19 — #19

Indiana University Press/James Currey (coll. « African Issues »), 234 p.

Lavergne M., 2009, « Darfour : un modèle pour les guerres du XXIe siècle, entre pillards *janjawid* et flibuste des puissances émergentes de la mondialisation ? », entretien avec Yves Lacoste, *Hérodote*, n° 134.

Lavergne M., 2007a, « Darfour, un Munich tropical », *Politique internationale*, n° 117.

Lavergne M., 2007b, « Les transplantations forcées au Darfour : dernier avatar du peuplement soudanais ou nouveau mode de gestion du territoire ?», *L'information géographique*, vol. 71, mars, pp. 47-60.

Lavergne M., 2005a, « Darfour : éléments d'une analyse géographique d'un conflit en milieu sahélien », *Afrique contemporaine*, n° 214, pp. 129-164.

Lavergne M., 2005b, « Le voyage de William George Browne : un récit à relire », *Afrique contemporaine*, n° 214, pp. 227-231.

Lavergne M., Gheeraert F., 1986, « La colonisation agricole dans la région de Damazin (province du Nil Bleu, Soudan) », *Bulletin du CEDEJ*, n° 19, pp. 119-133.

Le Houérou F., 2010, *Darfour. Le silence de l'araignée*, Paris, L'Harmattan, 206 p.

Marchal R., 2004, « Le Soudan d'un conflit à l'autre », *Les études du CERI*, n° 107-108.

Miller C. (dir.), 2005, *Land, Ethnicity and Political Legitimacy in Eastern Sudan*, Le Caire, Cedej/DSRC, 502 p.

O'Fahey R. S., 1980, *State and Society in Darfur*, Londres, Hurst.

Peninou J.-L., 2004, « Désolation au Darfour », *Le Monde diplomatique*, mai.

Prunier G., 2005, *Darfour : un génocide ambigu*, Paris, La Table ronde, 267 p.

Terdiman M., 2008, « Sécurité environnementale, changements climatiques et conflits : le cas du Darfour », *Outre terre* n° 20, Dossier « Pourquoi on meurt au Darfour », pp. 141-150.

Tereifi A. A. (dir.), 1990, *Maliyat al-hukm al-iqlimi oual mahalli bi-iqlim Dar Four (Le contenu du gouvernement régional et local dans la région du Darfour)*, Karthoum, Conseil des études sur le gouvernement local, Université de Khartoum.

Tubiana J., 2006a, « Darfur : résoudre la question de la terre pour sortir de la guerre », Rapport d'étude, Action contre la faim, 27 p.

Tubiana J., 2006b, « Le Darfour, un conflit pour la terre ? », *Politique africaine*, n° 101, pp. 111-131.

Tubiana M.-J., 2006c, *Carnets de route au Dar For (Soudan), 1965-1970*, Saint-Maur-des-Fossés, éditions Sépia, 223 p.

Tubiana M.-J., Tubiana J., 1977, *The Zaghawa from an Ecological Perspective*, Rotterdam, Balkema.

UNMIS, 2007, « Displacement and Political Change in Darfur. The Dynamics of Leadership and Representation », Rapport interne, Civil Affairs Division, 17 p.

Waal (de) A., 2005, *Famine that Kills: Darfur, Sudan*, édition révisée (1re édition : 1989), Oxford University Press.

ABSTRACTS

Marc Lavergne – Is Global Warming the Root Cause of the Darfur Crisis? Scientific Research at the Risk of denying Complexity

The Darfur crisis is indeed the result of a growing discrepancy between population and resources which has led to a heightening tension between tribal groups, over access to land and water. The degradation of the environment has been assessed over half a century, due to a large extent to the lack of rural development efforts. The crisis that erupted in 2003 is therefore the outcome of an upheaval of the population against the neglect and exploitation of Darfur by the Nile riverine elites. But the flight of the villagers who escaped massacre by the army and its janjaweed militias only aimed at ensuring their immediate survival. The displaced camps don't provide any possibility of continuing agro pastoralist activities. The alternation of climatic cycles shows indeed a tendency toward the diminution of rains. But this occurred several times in the past, and nothing allows to link it at that stage with the global warming. The emergency displacements of population occur during peak food crises like in 1984-85 or during war operations like in 2003-4, can therefore rather be attributed to the economic and social stagnation of which this region has been the victim.

Keywords : Global Warming, refugees, displaced, Darfur, Sahel, Sudan.